

“Nous voulons décentraliser notre organisation paysanne”

En Guinée, la fédération des paysans du Fouta Djalon (1) a quatre ans. Son implantation sur le terrain se poursuit. Eléments de (premier) bilan par deux responsables, de passage à Paris.

Grain de sel: **Moussa Para Diallo (2) et Mohamed Sakho Barry**

(voir portrait), pouvez nous dire comment évolue la fédération?

Quels services apporte-t-elle aux groupements de producteurs?

M. Para Diallo et M. Sakho Barry:

Actuellement, la Fédération rassemble 210 groupements, soit 9500 producteurs du Fouta Djalon. Au départ, en 1992-1993, nous avons rencontré beaucoup de blocages qui ont freiné notre implantation locale. Notre reconnaissance officielle a rendu les choses plus faciles. Petit à petit, l'oiseau fait son nid.

Les groupements bénéficient d'un part d'un prix de vente des semences intéressant. Le kilo de semences d'oignons, par exemple, leur est vendu 49000 francs guinéens au lieu de 66000 FG (3) sur le marché libre. D'autre part, nous mettons à leur disposition des techniciens: trois pour la filière oignon et un seul pour la pomme de terre.

Aux producteurs, nous demandons de se spécialiser dans leur production. Il ne sert à rien de s'agrandir si on ne maîtrise pas déjà la culture sur des petites surfaces. En plus, on constate que de petites exploitations bien conduites sont parfois très productives.

Et dans les mois à venir, quelles sont vos priorités?

Notre objectif est de décentraliser les activités de l'organisation. Notre bureau - composé de cinq personnes - ne peut pas continuer à tout faire. Il faut constituer de nouvelles unions de zone. Il en existe déjà sept, regroupant chacune entre dix et trente groupements. A terme, ces

structures doivent pouvoir se passer de la Fédération dans la recherche de nouveaux débouchés. Elles doivent aussi mieux “contrôler” les groupements de base car il est impossible de gérer d'en haut tous les problèmes locaux.

Une autre priorité, c'est de parvenir à travailler sur la qualité des produits. Actuellement, on envoie des échantillons de nos produits en Côte d'Ivoire et au Sénégal pour les tester.

Nous avons le projet d'exporter vers Abidjan, condition indispensable pour agrandir nos superficies. C'est vrai que nous sommes handicapés par l'absence - faute de moyens financiers - d'unité de conditionnement des produits. Enfin, nous souhaitons obtenir la détaxation des semences et lancer un travail sur la protection des végétaux. Là encore, la faiblesse de la recherche agronomique nous cause beaucoup de soucis ■

Recueillis par
Noël Bouttier



1. Le Fouta Djalon se situe au cœur de la Moyenne Guinée, région montagneuse située au nord-est de la Guinée.

2. Son aventure a été décrite dans le livre écrit par Moussa Para Diallo et Jean Vogel, *L'Afrique qui réussit*, édition Syros (voir Grain de sel n° 1). Voir également La Lettre du réseau GAO n° 20 (1994).

3. 2 FG = 1 Fcfa = 0,01 FF.

“Pour la première fois, des paysans se rencontraient”

C'est par cette phrase que Mohamed Sakho Barry explique son engagement au sein de la Fédération (il est membre du bureau, responsable de la filière oignons). Agé d'une quarantaine d'années, il a été enseignant à Tougué puis fonctionnaire rattaché à la planification et aux statistiques. Parallèlement, il a repris l'exploitation familiale qu'il a fait évoluer vers le maraîchage (oignons essentiellement). Mohamed s'est peu à peu intéressé à la mobilisation des paysans initiée par Moussa Para Diallo. C'est ainsi qu'il a participé au travail de recensement des producteurs dans le Fouta Djalon (2) lancée par la Fédération. Et puis il y a eu le grand rassemblement de novembre 1992, au cours duquel, pour la première fois, les paysans de toute la Guinée se sont rencontrés et ont discuté. “Avant cette date, tout le monde parlait à leur place”, raconte Mohamed, très fier du chemin parcouru depuis quatre ans.

La Fédération en quelques chiffres*

• **210 groupements.** La moitié d'entre eux se trouve dans les préfectures de Labé, de Pita et de Tougué, au cœur du Fouta Djalon. En 1994, la Fédération n'en comptait que 46.

• **9500 producteurs.** Les 4 mai d'entre eux produisent de l'oignon. Les autres font de la pomme de terre ou d'autres cultures.

• **Financement.** Aide française (un assistant technique). Appui de deux volontaires européens du développement et de deux fonctionnaires de l'Agriculture. Part réduite d'autofinancement (ristournes, adhésions).

• **Approvisionnement.** Les semences de pommes de terre sont achetées en France, celles d'oignons en Hollande. L'organisation prélève une marge qui, dans l'oignon, est affectée pour 30 % à la Fédération, pour 40 % à la filière, pour 20 % à l'union de zone et pour 10 % au groupement. Elle permet de payer des frais de transport, de magasinage, de communication internationale et des indemnités.

• **Commercialisation.** En 95/96, la fédération contrôlait la commercialisation d'environ la moitié des quantités en pommes de terre (800 sur 1500 tonnes) et en oignons (1000 sur 2000 t). Les tonnages produits ont doublé en l'espace de deux saisons. Rappelons qu'une grande bagarre de la fédération a permis de stopper, pour l'instant, les importations de pommes de terre venues d'Europe.

(* Chiffres tirés de l'assemblée générale de la Fédération en mars 1996. Fédération, BP 52, Pita, Guinée.

Réseau en bref... en bref...

Développement local. Le groupe de travail “développement local et décentralisation” a ouvert son cycle de conférence-débat. Le principe est simple: une ou deux personnes sont invitées à présenter une démarche, des initiatives, un organisme travaillant sur ces thèmes. Le 10 septembre, Mairie-Conseils (voir dossier n° 2) a ainsi rendu compte de ses quelques années d'appui auprès des élus ruraux. Prochain rendez-vous le 16 décembre 1996.

Information auprès de Marie-Christine Guéneau, Iram, 49 rue de la Glacière 75013 Paris. Tél. 01 43 36 03 62

Irrigation. Une soixantaine de personnes, venues notamment du Mali, du Sénégal, de Madagascar, du Burkina Faso et du Niger ont participé, du 24 au 28 septembre au séminaire proposé par l'Institut international du management de l'irrigation et le groupe irrigation de l'Inter-Réseaux sur “les conditions d'une gestion paysanne des aménagements hydro-agricoles en Afrique de l'Ouest”. Nous en rendrons compte plus largement dans Grain de sel de décembre.

Informations auprès de Philippe Lavigne, Gret, 211/213 rue La Fayette, 75010 Paris. Tél. 01 40 05 61 26. Fax. 01 40 05 61 10/11.